



PRÉFET DE LA LOIRE

ARRETE N° 373 /DDPP/15
portant mise en demeure

Le préfet de la Loire

VU le code de l'Environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 511-1, L. 512-3 et L. 512-5 ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 novembre 1999 autorisant la société BONY à exploiter une installation de fabrication de produits réfractaires sur le territoire de la commune de SAINT ETIENNE, 53 boulevard Fauriat ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées du 6 juillet 2015, établi suite à la visite d'inspection réalisée le 3 juillet, constatant des non-conformités relatives à la mise en sécurité du site ;

CONSIDERANT que les non-conformités constatées sont les suivantes :

- insuffisance des barrières d'accès au site
- interruption de la clôture au droit d'un ancien embranchement ferroviaire
- défaut d'entretien de la clôture le long du Burdeau
- absence de gardiennage du site en dehors des périodes de travail

CONSIDERANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 6.1.1 et 6.1.2 de l'arrêté préfectoral du 2 novembre 1999 susvisé ;

CONSIDERANT qu'au vu de ces éléments, les prescriptions applicables à l'installation susvisée ne sont pas respectées et qu'il y a donc lieu de mettre en demeure l'exploitant de les satisfaire, afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la LOIRE,

ARRETE

Article 1 :

La société BONY, dont le siège social est situé 53 boulevard Fauriat 42000 SAINT ETIENNE, est mise en demeure, pour son site situé à la même adresse, de respecter, avant le 31 octobre 2015, les prescriptions des articles 6.1.1 et 6.1.2 de l'arrêté préfectoral du 2 novembre 1999 portant sur la sécurité d'accès au site (portail, clôture et gardiennage).

Article 2 :

En cas de non respect de l'article 1 du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales, il pourra être fait application des mesures prévues par les articles L. 171-8 du Code de l'Environnement.

Article 3 – Délais et recours :

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 4 – Exécution :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Madame la Directrice départementale de la protection des populations, Madame la Directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargée de l'Inspection des Installations Classées et Monsieur le maire de SAINT ETIENNE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Étienne, le 13 AOUT 2015

Pour le Préfet
et par délégation
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet

Patrick VIELLESCAZES

copies adressées à :

- Société BONY

53 boulevard Fauriat

42000 SAINT ETIENNE

- Monsieur le maire de SAINT ETIENNE

- Inspection des installations classées DREAL – unité territoriale de la Loire

- Archives

- Chrono